

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 26 Mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Sevia (dépôt d'huile)

ZI du Petit Parc Rue des Fontenelles
Vois C
78920 Ecquevilly

Code AIOT : 0005522260
UD35/2025-079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement Sevia (dépôt d'huile) implanté ZI du Bois de Soeuvres 8, Rue du Bouridel 35770 Vern-sur-Seiche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection intervient dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sevia (dépôt d'huile)
- ZI du Bois de Soeuvres 8, Rue du Bouridel 35770 Vern-sur-Seiche
- Code AIOT : 0005522260
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Tableau de classement des activités	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
9	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.4.5	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
12	Consistance des rétentions	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Niveau des activités	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.2.3
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.3.1
4	Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.1.1
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.1
6	Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.4.1
7	VLE eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.3.2.2
8	EP susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.3.2.3
10	Registre	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 5.1.8.1
11	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 6.2.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant prend les mesures visant à protéger les riverains ainsi que l'environnement des risques aussi bien chroniques qu'environnementaux que sont susceptibles d'engendrer ses activités.

Cette installation est globalement conforme à la réglementation et est maintenue dans un état constant de propreté.

Toutefois, il apparaît dommageable qu'aucune démarche n'ait été entreprise concernant la surveillance des eaux souterraines contrairement à l'engagement de cette société repris dans son arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tableau de classement des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Activités
Prescription contrôlée : Huile usagée, de liquide de refroidissement usagé et de mélange eau/huile - 385 t 2718-1 - A - Transit et regroupement 3550 - A - Stockage temporaire de déchets dangereux - rubrique principale IED 1.1.1.0 - Réseau de piézomètre
Constats : Cette installation stocke dans 3 cuves aériennes de 66 m ³ chacune de l'huile usagée, du liquide de refroidissement ainsi que du mélange eau/hydrocarbure. Une quatrième cuve d'un volume de 66 m ³ est présente sur le site mais n'est actuellement pas utilisée. La quantité de produits considérés comme dangereux susceptible d'être présent dans cette installation est de 385 t. En conséquence, concernant le classement ICPE, la situation administrative du site est conforme. Cependant, il n'y a pas de réseau de piézomètres sur cette installation contrairement à ce qui a été notifié dans l'arrêté préfectoral encadrant cette activité (cf point 9 suivant). La réalisation des forages qui seront nécessaires à la constitution de ce réseau doivent faire l'objet d'une déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature "loi sur l'eau", ainsi qu'une télédéclaration au titre du code minier via l'outil DUPLOS (https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/#/). Par conséquent, l'exploitant justifiera à l'IIC de la réalisation de ces formalités administratives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 2 : Niveau des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Activités
Prescription contrôlée : La quantité maximale de déchets entreposés sur le site est fixée à 385 tonnes et la quantité maximale admise est de 4000 t/an d'huile usagée, de 500 t/an de liquide de refroidissement usagé et de 500 t de mélange eau/huile. Les seuls déchets autorisés à transiter sur le site sont : <ul style="list-style-type: none">- des huiles usagées- des liquides de refroidissement usagés- des mélanges d'eau et d'huile La collecte des déchets est réalisée dans les départements de l'Ille et Vilaine, des Côtes d'Armor, du Finistère, du Morbihan, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Loire Atlantique et du Maine et Loire. La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 2 000 m ² .
Constats : La quantité maximale de produits susceptible d'être présents au sein de cette installation demeure inférieure à 385 t. Les quantités maximales annuelles de produits réceptionnés au cours des années précédentes sont conformes à celles annoncées dans l'arrêté préfectoral du 27/08/2021. Les zones de collecte des huiles, eaux hydrocarburées et liquides de refroidissement sont conformes à la zone de chalandise de ce même arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets. Le site sera recouvert d'un enrobé permettant d'éviter l'envol de poussières.
Constats : Le site est maintenu dans un bon état de propreté. L'Inspection n'a pas constaté d'égouttures sur le sol que ce soit au niveau des vannes ou de la zone de dépotage. L'exploitant a totalement imperméabilisé son site avec de l'enrobé ce qui limite la propagation de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation, et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment lors du chargement et du déchargement des déchets liquides susceptibles d'émettre des composés organiques volatils (COV). Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit pas constituer un moyen de respecter les valeurs limites. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les conditions à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien , de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.
Constats : Afin de limiter l'émission de COV, l'exploitant n'effectue pas de stockage de ces huiles et solvants à l'air libre. En effet, dès leur arrivée, les camions transvasent au moyen d'une pompe et d'un jeu de vannes les huiles et solvants du camion de transport vers les cuves aériennes. Cette opération est identique lors des opérations de chargement. Les cuves sont vidées environ une fois par semaine. L'exploitant a mis en place des procédures reprenant le fonctionnement en marche normal et en phase d'arrêt des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluents liquides non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.2 est interdit. A l'exception des cas accidentels ou la sécurité des personnes ou des installations seraient compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruit et le milieu receveur.
Constats : Tous les effluents aqueux sont canalisés dans un réseau séparatif. En effet, sur cette installation, il existe deux sortes d'effluents: <ul style="list-style-type: none">• Les effluents sanitaires qui sont directement envoyés vers la station d'épuration de Saint Erblon• Les eaux pluviales qui, après ruissellement, passent dans le débourbeur/déshuileur avant d'être rejeté dans le milieu naturel via un fossé Il n'y a pas d'effluents industriels sur cette installation ni d'eau de lavage de camions ou de citernes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Isolement des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des milieux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Un système de confinement est présent sur le site et permet d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées dans un bassin de rétention en cas d'incendie ou de déversement accidentel de produits. Ce système est constitué d'une vanne qui est actionnable manuellement à l'aide d'un carré de manœuvre. L'Inspection a constaté que l'emplacement de la vanne est indiqué au moyen d'un panneau et que l'exploitant dispose d'une clé permettant d'ouvrir le regard ainsi que de l'outil permettant de manœuvrer cette vanne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VLE eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentrations définies: Référence du rejet vers le milieu récepteur n°1 (MES 60 mg/L, DCO 180 mg/L, COT 60 mg/L, HCT 10 mg/L) dont la fréquence de surveillance est semestrielle. La surveillance de la qualité des rejets aqueux dans le milieu naturel sera réalisé par prélèvement d'un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. La superficie des toitures , aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de 1250 m ² . Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3 l/s/ha soit 1,350 m ³ /h.
Constats : L'exploitant effectue les contrôles de ces eaux pluviales tous les semestres par un organisme agréé. Le dernier contrôle a été effectué le 23/12/2024. Il ressort de ces mesures que les valeurs des paramètres mesurés sont conformes à la réglementation en vigueur et que les VLE sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : EP susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, EP susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : Les aux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriés. En l'absence de pollution préalablement caractérisées, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
Constats : En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci sont canalisées et isolées dans le bassin de confinement avant d'être pompées et envoyées vers une station de traitement adaptée. Ces consignes sont mentionnées dans la procédure F33 et sont tenues à disposition des opérateurs du site. En cas de pollution ou d'accident, l'exploitant a bien pris en compte qu'il devait contacter, dans les meilleurs délais, l'Inspection des installations classées conformément à l'article R.512-69 du Code de l'Environnement. Pour mémoire, les coordonnées sont: ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr 02-90-02-67-39
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant propose au Préfet dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, un programme de surveillance des eaux souterraines, établi conformément à la prestation "conception de programme d'investigations et de surveillance" (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2. Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet. La création d'ouvrage de surveillance des eaux souterraines respcte les prescriptions définies à l'article 4.4.4 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas proposé au Préfet de programme de surveillance des eaux souterraines conformément aux prescriptions de son arrêté préfectoral. De plus, aucun piézomètre n'a été mis en place sur cette installation. ==> L'Inspection demande à l'exploitant de proposer dans les plus brefs délais un programme de surveillance des eaux souterraines
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 5.1.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions des articles R.512-42 à R.512-48 du code de l'environnement relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux les déchets sortants, les informations suivantes: - La date d'expédition du déchet - la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature défini à l'article R.512-44 du code de l'environnement) - La quantité de déchets sortants - Le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié - Le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.512-43 du code de l'environnement - Le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets - Le cas échéant, le numéro de notification prévu par le Règlement CE n° 1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets - Le code de traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives - La qualification de traitement vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des autorités compétentes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour le registre des déchets entrants et des déchets sortants de son installation.</p> <p>Il saisit l'ensemble des informations sur la plateforme Trackdéchets.</p> <p>L'exploitant a effectué une extraction de ce registre et l'a présenté à l'Inspection des installations classées.</p> <p>Il ressort que ce registre contient tous les éléments de traçabilité requis par la réglementation en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectué un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plainte, en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et les propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Cette installation a été mise en service en 2022. Le dernier contrôle de mesure des niveaux sonores a été effectué le 20/11/2023. Ces mesures ont été effectuées par un organisme agréé. Il ressort de ce contrôle que les niveaux sonores ainsi que les émergences prises en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Consistance des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aquatiques
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. V. [...] Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptible de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) est raccordé à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 70 m ³
Constats : Les quatre cuves aériennes sont chacune équipée d'une rétention adaptée. Ces rétentions sont régulièrement vidées au moyen d'un robinet situé sur le point bas de la rétention. L'Inspection a constaté la présence de bidons de chiffons souillés ainsi que d'un conteneur d'un mètre cube d'émulseurs étaient chacun stockés sur des rétentions de capacité adaptée. Cependant, il a été constaté, qu'en raison du stockage à l'air libre, et des épisodes pluvieux, ces capacités étaient remplies d'eau et ne pouvait plus jouer leur rôle de rétention. ==> L'Inspection demande à l'exploitant de vider intégralement ces rétentions et de prévoir des mesures visant à maintenir leur volume de rétention en état.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

Planche photos



Vue d'ensemble des cuves de l'installation



Vue de la face avant des cuves en exploitation



Système de vannes permettant de chargement/déchargement des camions



Produit absorbant à disposition des opérateurs



Rétention sur laquelle sont stockés des bidons de chiffons souillés



Bassin de rétention



Vanne de confinement



Système de gestion des niveaux de cuve